hors service • feuille anarchiste • 5 avril 2013 • n° 35



En lutte !

Contre la construction d'une maxi-prison et tout ce qui nous opprime

L'État veut construire 13 nouvelles prisons, dont une au nord de Bruxelles, à Haren. Soi-disant pour fermer St gilles et Forest. Ce projet nous fout la rage ! La taule de Haren sera la plus grande prison jamais construite en Belgique. Elle pourra enfermer au moins 1200 personnes, et concentrera la plupart des régimes carcéraux qui existent : des femmes, des mineurs, des prévenus en attente de jugement, des personnes sous internement psychiatrique. Et même un tribunal pour ne plus avoir à faire de transferts.

Nous luttons contre ce projet parce que les taules nous font horreur, que nous ne voulons d'aucune prison, pas même des nouvelles hyper modernes et des mensonges d'humanisation qui vont avec. Ils veulent nous endormir avec leur discours, mais une cage reste une cage. Les prisons, servent à enfermer ceux qui nuisent au pouvoir. Ils sont privés de leur liberté de mouvement et parqués comme des chiens, cachés derrière des murs, pour bien nous faire comprendre ce que ça coûte de pas respecter les lois. Régulièrement, des personnes sont torturées par les matons qui se croient tout permis. La loi couvre les tabassages, et les scandales qui éclatent de temps à autre le prouvent bien. L'Etat se garde le monopole de la violence pour nous maintenir sous contrôle et que nous restions de bon petits citoyens obéissants et travailleurs. Et les autres finiront au trou!

Nous ne luttons pas pour « dénoncer les mauvais traitements », ni exiger de meilleurs conditions de détention, une meilleure police ou un capitalisme moins brutal. On n'a aucun espoir que l'Etat nous écoute, on n'a rien à attendre ni à demander. Que ce soit en Grèce ou en Espagne, y'a des milliers de gens dans les rues, qui expriment leur dégoût et leur colère, et l'Etat leur envoie les keufs et multiplie les mesures d'austérité. En vrai, la répression devient de jour en jour plus présente, et le pouvoir lui, renonce à aucun de ses projets pour faire toujours plus de fric. On licencie des milliers de personnes d'un côté, et on construit des taules de l'autre. La crise c'est pas dans le sécuritaire, on pourra devenir maton, vigile, ou contrôleur! Mais si on mange pas de ce pain là, et qu'on choisit la débrouille en marge de la loi, ce sera p'têt les anciens collègues de boulot qui auront les clés de notre cellule...

On est tellement scotché dans la survie que c'est dur de capter ce qui se trame. Et ça, c'est tout sauf un hasard. On est tellement moins dangereux abruti par le taf, la télé et les pubs! Obligé de trouver du fric, de travailler pour payer notre vie de galérien, notre loyer toujours trop cher pour un espace minuscule, notre bouffe pleine de poisons. On nous bourre le crâne jusqu'à ce qu'on trouve ça normal de passer notre vie à taffer et à se consoler en achetant des télés, des portables et des fringues. On veut nous dresser à coup de propagande. Citoyens par ci, intégration par là, droit de vote, « liberté » de manifester, « liberté » de s'exprimer. On nous a tellement répété que la démocratie c'était mieux que la dictature qu'on n'ose même plus réfléchir à ce que ça veut dire « liberté ». Mais qu'est ce qu'on attend ? Des gens torturés à mort par les keufs, ou qui se font tabasser salement en manifs, y'en a déjà. Des caméras pour nous surveiller, y'en a déjà. Et des flics avec des uniformes de toutes les couleurs à tous les coins de rue pour que ça fasse pas trop peur aux touristes, aussi. Y'a tout un paquet de prisons qui se prépare! Tout est mis en place pour qu'on accepte bien gentiment de faire tourner ce monde de merde.

Y a pas de mot suffisant pour décrire ce qu'on subit tous les jours. Tout le monde en bave, c'est chacun pour soi alors que tout le monde galère. Mais tant qu'on est vivant, on a la possibilité de reprendre sa vie en main. Comme en Egypte ou en Tunisie, un petit accrochage peut embraser la ville. Tous les pouvoirs gardent bien en tête que ça peut péter d'un moment à l'autre. Ceux qui ont la puissance et le fric ne sont pas prêts à lâcher leurs privilèges. Ils font tout pour écraser les possibilités de révolte, parce qu'ils savent très bien que leur pouvoir n'est pas indestructible. Ils voudraient canaliser nos rages pour qu'on respecte les «lois» et «la démocratie», et qu'on perde notre temps avec des partis politiques ou des syndicats, à faire semblant d'améliorer le quotidien. C'est juste une façon de plus pour qu'on reste calme, et que toute cette colère qu'ils créent ne se transforme pas vraiment en menace. Mais on n'a pas besoin de ça. On n'a pas besoin de chef, pour nous dire quoi faire et comment, même si on arrête pas de nous faire croire que la hiérarchie c'est indispensable. On peut décider pour nous mêmes. On peut très bien s'organiser, en se rencontrant, et même en petit nombre, discuter de tout ce qui peut être fait.

Parce que cette nouvelle taule va pas seulement nous compliquer la vie.
Parce qu'elle va aussi rajouter une couche de souffrance, puisque ce sera 1200 personnes en plus dans les cages de l'Etat.
Parce que la vie s'annonce de plus en plus difficile, et que de plus en plus de personnes vont se retrouver avec la menace de la taule au dessus de leur tête.
Parce que le pouvoir a besoin de cette taule pour nous faire peur et qu'on se tienne tranquille.

Cette prison ne sera pas construite sur notre résignation. Ce chantier peut être empêché, mais surtout, le pouvoir est partout autour de nous, et partout où il est, il peut être attaqué. Il n'y aura jamais assez de flics pour surveiller tout qui permet à la ville de nous étouffer. Soyons ingouvernables, et attaquons tout ce qui nous détruit!

Vouloir

Nous voulons rompre avec la routine quotidienne. On est piégé en permanence dans une toile d'obligations. Dans une carrousel qui ne cesse de tourner. Si on ne travaille pas, on ne peut plus payer les comptes. Si on ne paye plus les comptes, tout est coupé et on est expulsé de la maison. Nous nous levons le matin pour aller au boulot, le soir nous rentrons fatigués, sans envie de créer nos propres projets ou de vivre nos passions. Il est plutôt clair qui si rien ne change, on ne fera pas demain ce qu'on ne fait pas aujourd'hui. Le train d'obligations et de stress permanent qui nous écrasent, cherchent toujours à nous décourager pour prendre nos vies en mains et les vivre à notre guise. Courbé, on accepte tout.

Nous voulons en finir avec la lutte pour la survie dans laquelle on est jeté. Jour après jour tenter de boucler les fins du mois. Espérer que ce sera le tour au voisin d'y succomber et pas le nôtre. Et à première vue, il ne semble pas que les temps vont s'améliorer. On doit regarder les choses en face : c'est à chacun de nous de reprendre sa vie en main. Nous ne pouvons pas attendre, nous n'y avons tout simplement ni le temps, ni l'envie.

Nous voulons détruire toutes les institutions qui nous font avaler la merde quotidienne. Depuis qu'on est né, il y a eu partout des personnes cherchant de nous avilir et de nous abrutir afin de participer à la marche de l'acceptation. Sur les bancs de l'école, ils nous apprennent à obéir et ne pas bouger. On nous raconte combien belle et géniale serait notre société. Et les tâches qui salissent cette image, comme par exemple les prisons ou la différence entre riches et pauvres, sont couvertes par le manteau du « mal nécessaire ». Ensuite, il faut trouver du boulot, faire carrière. Car celui qui ne veut pas travailler, n'aurait pas de sens de responsabilité. Si nous ne voulons pas accepter toute cette merde, il y aurait certes quelque part un assistant social pour nous remettre sur le droit chemin, avec un peu de force. Et derrière l'assistant, le flic, le juge et le maton attendent pour tenter de nous briser.

Nous voulons l'action directe pour éliminer tous les obstacles qui nous oppriment. Nous ne voulons pas attendre jusqu'à ce qu'un quelconque politicien cherche de nouveau à nous faire croire qui si nous voterons pour lui ou le suivrions, tous nos problèmes seront résolus. Et nous ne voulons pas nos plus les lendemains qui chantent ou l'au-delà sacré. Personne ne nous prendre à la remorque. Ici et maintenant, nous passerons à l'action que nous estimons nécessaire et souhaitable. Toute institution, tout politicien, tout patron, tout chef trouvera en nous toujours des ennemis. Nous rompons avec le train train quotidien et l'acceptation d'un monde qui put la mort, l'obéissance et l'oppression.

Après des distributions assez intensives de nombreuses tracts (dans la rue, sur le marché, dans les boîtes aux lettres, devant les prisons, dans les prisons, aux sorties de métro,...) les jours avant, le samedi 16 mars, un rassemblement contre la construction d'une maxi-prison a eu lieu à côté de la Porte de Hal (St-Gilles). Quelques dizaines de personnes ont participé au rassemblement, qui a surtout permis de marquer la volonté d'une lutte radicale contre cette nouvelle prison et ce qu'elle signifie dans les transformations de Bruxelles. Deux banderoles étaient accrochés, il y avait du son et une table de presse avec des tracts, brochures, autocollants, affiches etc. Comme lors des distributions précédentes, les réactions des gens dans la rue étaient, en général, franchement sympathiques et intéressés, démontrant parfois une claire volonté de lutter. Il s'agit donc de s'auto-organiser pour donner corps et âme à cette lutte, à trouver des angles d'attaques et des espaces autonomes de discussion, loin des partis, syndicats et politiciens de tout genre. Lors du rassemblement, la police était présente dans les rues alentours (une dizaine de fourgons anti-émeute de la police fédérale, l'autopompe et quelques équipes de flics en civil), mais n'est pas intervenue.

Dans le quartier bien effleuri d'affiches contre la maxi-prison, de graffitis, de banderoles, une petite manif sauvage contre la construction d'une maxi-prison et la ville-prison à parcouru quelques jours plus tard les rues de Saint-Gilles, faisant beaucoup de bruit à coups de «Ni flic, ni maton, ni maxi-prison - Ni fric, ni patron, vive la rébellion» et de pétards.

Partout et toujours, la liberté ne se donne pas, elle se prend. Que la peur change de camp et que la lutte reprend la rue.

Pour plus de nouvelles de la lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles, allez sur www.lacavale.be où se trouve également un court-métrage "Maxi-prison vs Maxi-rébellion".

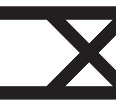
Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Expédition incendiaire • A Farciennes, un véhicule de la commune a été incendié sur le parking derrière l'administration communale. Le véhicule a été entièrement détruit. Un peu plus tard, ailleurs, c'est un 4x4 qui flambe. L'État est un monstre, mais un monstre avec des tentacules et des points faibles. Pour l'attaquer, il n'y pas besoin de chercher un quelconque cœur (il n'en a d'ailleurs pas), mais il faut plutôt le frapper là où il ne peut pas se défendre, ni se prémunir contre un individu armé avec un peu de détermination qui veut réaliser une attaque modeste, mais significative.

Les Marolles en force • Trois agents de prévention et de sécurité ont été tabassés par deux jeunes, selon le journal « sans raison apparente », dans l'entrée d'un immeuble de logements sociaux, dans les Marolles. Peu après, des inconnus ont tenté de bouter le feu au local du service de prévention. Auparavant, l'école des devoirs du coin était incendiée. Face à ces gestes réfractaires à l'ordre, une conseillère communale plaide pour plus de patrouilles de police et pour l'installation de caméras de vidéosurveillance.

Un concessionnaire flambe • En pleine milieu de la nuit, un incendie s'est déclaré dans une annexe du concessionnaire/garage DS Motors à Andenne, la détruisant, ainsi que les treize véhicules qu'elle abritait. Quelqu'un a peut-être voulu marquer le coup en boutant le feu à ce symbole du capitalisme et de la consommation. D'ailleurs, quelques jours plus tard, à Haine-St-Pierre, un violent incendie s'est déclaré dans les installations VL Motors. L'intervention rapide des pompiers n'a pas empêché la destruction d'une douzaine de véhicules et des installations de l'entreprise.

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines.
Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.
hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com





L'imprévu

D'une manif à une attaque en règle contre les keufs

Plusieurs organisations, politiques et syndicales, avaient lancé l'appel à une manifestation « contre les violences policières » pour le 15 mars. Avant de vous raconter comment cette initiative leur a heureusement quelque peu échappé, nous aimerions nous attarder quelque peu sur le contenu que ces organisations avançaient dans le cadre de cette « action ».

S'ils avaient pour but de dénoncer les « abus » policiers, ils revendiquent, au fond, une « meilleure » police, une police moins brutale. Or, non seulement il s'agirait de quelque chose contraire à la nature même de toute institution policière, dont la fonction est justement le contrôle et la coercition, qui produisent toujours leur lot de tortionnaires, tabasseurs, violeurs et racketteurs, mais, surtout, revendiquer une police moins brutale revient à légitimer l'existence de la police, à la renforcer... Et donc, à dire que la liberté n'est pas possible hors du cadre d'un Etat, avec ses lois et ses sbires.

Quant à nous, si nous nous battons pour la liberté, c'est parce que nous pensons qu'après avoir supprimé les sources de l'oppression et de l'exploitation, les êtres humains seront capables de vivre en liberté, c'est-à-dire, de vivre leur vie à leur guise et de faire des accords entre eux quand cela leur semble nécessaire. L'Etat, c'est la négation de la liberté, une négation qui, pour se maintenir, a recours à la police, à l'armée, à la prison… ainsi qu'à l'intégration de ses possibles opposants via le dialogue, la participation, les élections et tout ces choses-là. Le système réussit à se maintenir autant grâce à la police qui le protège que grâce à la collaboration de ceux qui le subissent ou l'acceptent.

De fait, dès le début de la manifestation, les organisations qui l'avaient appelée ont montré de quel monde ils rêvent : tout le monde devait marcher derrière un camion-sono qui crachait leurs slogans tandis qu'une petite armée de service d'ordre, spécialement recrutée pour l'occasion, encadrait les « manifestants ». Si les organisateurs prétendaient dénoncer les abus de la police, ils se montraient déjà prêts à la remplacer eux-mêmes.

Fort heureusement, l'imprévu vient souvent bouleverser les plans de ces apprentis-chefs. Ainsi, vers la fin de la manifestation, l'encadrement a été débordé par des dizaines de personnes ne voulant ni se plier aux mots d'ordre officiels, ni se courber devant les vigiles des organisations. Une patrouille de police a été attaquée et quatre flics en civils (d'ailleurs, des types bien connus pour leurs interventions musclées) ont été coincés et ont bien ramassé. Une demi-heure plus tard, tandis que les révoltés narguaient une rangée d'anti-émeute, les vigiles du service d'ordre ont été pris à partie quand ils tentaient une fois de plus d'endiguer la rage émeutière. Les vigiles et les prêcheurs semaient la confusion, ce qui faisait grandir la méfiance et l'agressivité vis-à-vis de tout ce qui constituait un obstacle (réel ou non) pour les révoltés. Cela amena la situation à un tel point que pas tout le monde ne savait plus distinguer entre complices et délateurs. Les organisations politiques, à travers leur but de tout incorporer dans leurs desseins, sont en grande partie responsables de cet état de fait.

D'ailleurs, pour éviter d'écorner la « bonne image » qu'elles voulaient donner aux médias et aux institutions, elles ont totalement omis d'évoquer ces événements et ces affrontements dans les communiqués qu'elles ont diffusé après la manif'. Alors, une fois de plus, pour quoi se battent-elles, si ce n'est pour remplacer elles-mêmes la police et pour mentir, à l'image des politiciens de toutes obédiences ?

Bien que ce ne soit pas dans nos habitudes, nous voulons bien aider ces organisations politiques et syndicales à en tirer au moins une leçon : ceux qui se battent contre toute autorité et ceux qui se révoltent ne respecteront pas leurs mots d'ordre et ne se laisseront pas effrayer par leurs services d'ordre ou par leur collaboration avec les keufs. Et face à la police, face aux tortures dans les commissariats et aux tabassages dans la rue, face aux chasses à l'homme et aux enfermements, nous ne revendiquerons nullement une meilleure police, nous ne ferons pas des sketches politiques pour gagner de l'influence auprès des institutions. Notre approche, elle est fort simple : dans la mesure du possible, nous leur ferons payer coup pour coup et nous frapperons là où ils ne nous attendront pas, surtout contre ce que la police cherche à défendre. *Ingouvernables*.

Le peuple veut la chute du régime

Le 22 mars, sous les cris « Le peuple veut la chute du régime » et « Justice et liberté », des milliers d'opposants, de révoltés et de révolutionnaires qui se battent pour une véritable révolution sociale en Egypte, sont descendus dans les rues. Leurs objectifs étaient clairs et nets : s'approcher des sièges du pouvoir en place, les Frères Musulmans, et les mettre à sac. Dans cinq villes, les sièges auraient été brûlés ; dans nombreuses autres, les locaux, les sièges du parti du président islamiste Morsi ont été mis à sac.

Sur la colline (en réalité, une toute petite colline) du quartier Moqatem au Caïre se trouvent les quartiers généraux des Frères Musulmanes. Afin de protéger ce bâtiments, des milliers de partisans islamistes sont venus en bus, mais en traversant le quartier, les habitants leur ont balancé tout ce qu'ils avaient. Les bus ont été attaqués et brûlés, les milices du pouvoir ont du se réfugier. Nombreux défenseurs du pouvoir de Morsi ont été passé à tabac, parfois avec une virulence qui ne laisse plus rien à deviner concernant la rage et la haine qu'ils inspirent.

Dans plusieurs endroits de l'Egypte, les insurgés ont dressé des barrages sur les routes, empêchant la circulation de la police et des milices du pouvoir. Parfois, ceci a donné lieu à des véritables batailles rangées qui ont partout fait reculer les défenseurs du régime.

Cette nouvelle flambée insurrectionnelle s'inscrit dans un longue parcours de lutte pour une véritable révolution sociale, une transformation profonde de la société pour en finir avec l'exploitation et l'oppression. Il faut tenir en compte aussi que le régime de Morsi est en train de conclure des accords avec le Fonds Monétaire Internationale pour un prêt, à condition d'augmenter par exemple le prix du pétrole (ce qui laisse prévoir une hausse de prix jusqu'à 50% !). En même temps, nombreuses entreprises multinationales rachètent des terres et des usines, accueillis les bras ouvert par le pouvoir égyptien. Ce tout laisse prévoir une intensification de l'exploitation capitaliste et de la terreur étatique. Souvenons-nous aussi qu'en décembre, le gouvernement avait réduit les subsides pour le pain, résultant dans une hausse considérable des prix.

Mais dans nombreuses usines, comme dans le centre industriel de Malhalla, des grèves spontanées, sauvages ou auto-organisées sont en cours, des blocages des entrées ou des axes de transports ont lieu, prenant souvent comme point de départ les conditions de travail et les salaires, mais puisant leur force d'un élan révolutionnaire qui tend à remettre radicalement en question ce monde divisé en puissants et en opprimés, en patrons et en travailleurs. Ailleurs, d'autres conflits comme des luttes autour de l'accès à l'eau, contre les expulsions des quartiers pauvres (souvent auto-construits sans aucune permission) ou les combats quotidiens contre le renforcement d'une morale et d'une tradition patriarcal et autoritaire, contribuent à cette gigantesque mosaïque que forment les tensions révolutionnaires en Égypte.

Soulignons encore que personne n'est à la tête de ces tensions et ces mouvements révolutionnaires. Certes, nombreuses contradictions les traversent et de temps en temps, un nouveau « leader » cherche bien à s'imposer ou à prendre la direction. Mais jusque là, et à chaque fois, ils ont été refusés et attaqués immédiatement. On assiste donc bel et bien à un mouvement divers, autonome et auto-organisé qui est en train de remettre en cause la fondements de la société autoritaire et capitaliste. On pourrait dire qu'une véritable révolution sociale vient de commencer. Faisons tout ce que nous estimons opportuns pour contribuer à ce que rien ni personne freinera sa route vers la destruction de tout pouvoir.

Un pavé dans la gueule • Dans la station Lemonnier, des contrôleurs de la STIB ont jeté un homme qui n'avait pas de titre de transport hors du tram. Quelques minutes plus tard, ce mec celui-ci est revenu armé d'un pavé et a essayé d'éclater la gueule à un contrôleur. A Liège, un « fraudeur » ne s'était pas laissé brutaliser par les contrôleurs et les a passé à tabac dans le bus. Le chauffeur de bus a conduit le bus jusque devant un comico. Des policiers sont sortis pour intercepter le fraudeur exemplaire. Face aux contrôles, ripostons, chacun selon ses moyens. Et comme l'a démontré un individu qui a cassé début mars un véhicule des vigiles de la STIB à la Gare du Nord, il ne faut pas attendre qu'ils viennent vous faire chier, mais plutôt les débusquer partout.

Trois en un coup • Le 10 mars, des inconnus ont incendié un immeuble de bureaux à Anderlecht. Celui-ci abrite le siège des entreprises Siemens, Fujitsu et Cytec. Les dégâts sont considérables ; trois foyers ont été découverts par les pompiers qui ont mis quatre heures pour éteindre le feu. Ils ont même dû casser des vitres et faire des trous dans les murs, car l'incendie s'était propagé dans les faux-plafonds et l'isolation des murs. Siemens est un grand joueur sur le marché mondial des technologies industrielles qui ravagent la planète (allant de l'armement au nucléaire en passant par des équipements pour les usines, les transports ferroviaires et les applications domestiques) ; Fujitsu excelle dans le développement technologique et la télécommunication qui transforment le monde en méga-machine et l'être humain en accessoire, tandis que Cytec est une entreprise chimique produisant des plastiques de très haute qualité, comme on peut les retrouver partout dans les campagnes, sur les plages, dans les fleuves, au milieu de l'océan.

De la grève au sabotage • A Sprimont, une grève est en cours dans l'entreprise Meister, suite à l'annonce de la cessation des activités. On se souvient que l'année dernière, quand les ouvriers ont bloqué l'accès à l'entreprise, la direction avait envoyé une milice de vigiles pour briser la grève à coup de matraques télescopiques, Tasers et lacrymogènes. Mais les ouvriers ne se sont pas contentés de croiser les bras : une dizaine d'ordinateurs avec des dossiers de maintenance et de planning ont disparus, tout un stock de marchandises semble avoir été jeté dans l'étang derrière l'entreprise à l'aide de quelques transpalettes, également noyées par la suite. Et les enregistrements des caméras de surveillance protégeant le site ont magiquement disparues. Comment c'était encore ? Ah oui, *« contre le capital, vol, pillage et sabotage ! »*

Une par une • A la prison de Turnhout, un prisonnier révolté a mis le feu à sa cellule. La cellule a été détruite, et cinq gardiens prétendent avoir été intoxiqués par les fumées. La police est intervenue pour maintenir l'ordre dans le reste de l'enceinte. Une par une, les cellules brûleront jusqu'à ce que les atrocités comme la prison soient rasés du sol. Pour la liberté, solidarité avec les prisonniers qui luttent.

Et un chantier retardé... • Dans le zoning industriel de Nieuwland à Aarschot, des inconnus sont pénétrés sur un chantier : ils y ont cassé les vitres de tous les engins de chantiers et des conteneurs qui s'y trouvaient. Les travaux pour implanter une énième structure industrielle subiront quelques retards...

Ministère de la Peinture • Fin mars, la façade du bâtiment du Ministère de la Justice Porte de Hal (St-Gilles) a été la cible de grands lancés de peinture.